



DÉCLARATION LIMINAIRE DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE DU 26 SEPTEMBRE 2023

Monsieur le président,

Dans un contexte de forte inflation, le gouvernement poursuit une politique régressive et répressive qui fait le lit de l'extrême-droite. Se pose, encore et toujours, le problème du « pouvoir d'achat » ou « reste à vivre ». Le résultat est sous nos yeux quand on ne les détourne pas de l'enfant sur le trottoir, dans la rue, de l'aîné qui cherche un peu de chaleur ou du cri d'alarme des associations qui n'arrivent plus à donner à ceux qui n'ont rien.

En 2019, selon l'Insee quatre millions de personnes, résidant en France, sont mal-logées, parmi lesquelles plus d'un million sont privées de logement personnel et 300 000 sont privées de domicile fixe. Huit millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire pour raisons financières. Douze millions de personnes sont en situation de précarité énergétique. Et parmi elles les agents de la DGFIP ne sont pas épargnés. Et ce n'est pas la charité, très étasunienne, prônée par un milliardaire et quelques joueurs de foot qui résoudra le problème. C'est aux services publics de reprendre leur place. Ce sont les salaires qui doivent être massivement augmentés. C'est faire payer leur juste part aux multinationales, notamment en taxant les super-profits et en mettant fin aux niches fiscales bénéficiant uniquement aux grandes entreprises. C'est par une répartition des richesses qui tourne le dos à l'enrichissement de quelques-uns au détriment des millions d'autres. Au lieu de cela, le gouvernement préfère allonger la durée de travail par l'adjonction de deux ans à l'âge de départ à la retraite et l'augmentation de la durée de cotisation pour une retraite sans décote, ce qui pénalise encore les travailleurs de ce pays alors que les richesses accumulées n'ont jamais été aussi importantes. Deux ans de moins en bonne santé, deux ans volés où on ne s'occupera pas de ses petits enfants, deux ans à ne pas s'engager pleinement dans du bénévolat, ou à se reposer, tout simplement. Au final, ce sera deux ans pour satisfaire le capital et ses bourreaux. Nous ne lâcherons jamais la bataille de la retraite ou du temps de travail. C'est une lutte que nous avons toujours menée, gagnée, souvent, et que nous gagnerons encore.

D'ailleurs le gouvernement ne s'y trompe pas, il utilise tous les moyens pour réprimer, sanctionner, et porter atteinte, tous les jours un peu plus, aux libertés syndicales et citoyennes.

Le pays des droits de l'homme ne les respecte plus !

Et après de nombreux mois d'intense crise sociale, politique et constitutionnelle, le président Macron voudrait tourner la page et ouvrir d'autres « grands chantiers » dont un concernerait le travail. Le problème, c'est que ni les salariés, retraités, jeunes et privés d'emploi, ni l'intersyndicale nationale, qui appelle à une nouvelle journée de grève et manifestation le 13 octobre prochain, ne souhaitent tourner la page !

La CGT Finances publiques de Vaucluse revendique l'abrogation de la loi Macron/Borne sur les retraites.

L'action sociale dans notre ministère ne déroge malheureusement pas à la règle des politiques régressives. Le budget baisse, les restaurants ferment, les centres de vacances sont en vente, les logements sociaux sont de plus en plus inaccessibles, les berceaux insuffisants, et l'on s'étonne de la faible attractivité de notre ministère !

Pour rappel, ce sont nos luttes qui ont construit notre action sociale de haut niveau, action sociale que le ministère et ses représentants sont en train de démolir !

Mais vous nous expliquerez sans doute que c'est pour mieux répondre aux besoins croissants des agents du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, que les délégations départementales sont supprimées et remplacées par une unité régionale de l'action sociale avec des délégués de proximité, que les associations du ministère vont bénéficier d'une nouvelle gouvernance et que 14 résidences de vacances EPAF sur 19 sont en vente !

À l'opposé, La CGT Finances publiques de Vaucluse revendique une action sociale à la hauteur des besoins de toutes et tous, actifs, retraités, non-titulaires et ayant droits pour :

- permettre de se loger dignement,
- développer le droit aux vacances,
- donner la possibilité d'accéder à la culture, aux sports, aux loisirs,
- augmenter la valeur faciale des titres restaurants avec une participation de 60 % de l'employeur,
- offrir un nombre suffisant de places en crèches.

Pour ce faire, le budget d'action sociale doit être calculé, à minima, sur 3 % de la masse salariale des actifs et sur 3 % des pensions des retraités sans aucune réserve et le maintien du droit aux chèques vacances pour tous.

Il faut aussi des délégations départementales pour mener ces actions. La proximité virtuelle que propose le ministère ne peut pas remplacer le lien physique et humain qu'ont tissé les délégués et leurs assistants.

La CGT Finances publiques de Vaucluse n'accepte pas la liquidation de notre action sociale, fruit de nos luttes passées. Elle déclare :

- NON à la suppression des CDAS et du réseau départemental d'action sociale
- NON à la vente des résidences de vacances EPAF
- NON à la nouvelle gouvernance des associations
- NON à la baisse des budgets de l'action sociale

La CGT Finances publiques de Vaucluse exige le retrait de ces projets destructeurs.